



# Une Semaine en HAÏTI



*une rédaction d'Alterpresse*

*une publication du Collectif Haïti de France*

N°972

19 juillet 2010

- **Haïti/Post-séisme : Quelle politique de sécurité sociale ?**
- **Pluies et abris durables : le défi de la relocalisation**
- **Un mémorial pour les victimes**
- **La République Dominicaine membre de la Cirh**
- **Patrimoine : sauver les biens culturels**

## >>> Haïti/Post-séisme : Quelle politique de sécurité sociale ?

Au seuil du septième mois depuis le séisme du 12 janvier 2010, plusieurs voix s'interrogent sur la politique de sécurité sociale en faveur de plus d'un million de personnes déplacées, qui continuent de vivre encore dans des conditions difficiles.

L'insatisfaction et la frustration restent la constante dans les nombreux camps et nouvelles communautés, issus du tremblement de terre.

Le semblant de normalité constatée cache beaucoup de problèmes, notamment l'absence de réponses concrètes et pertinentes pour le respect des droits des personnes déplacées.

« Je n'arrive plus à vivre sous ma tente, la nuit comme le jour. Il fait chaud, et, quand il pleut dans la soirée, je dois rester debout », se plaint Amazan, une vieille dame d'un camp établi à Bourdon (secteur est), qui fait valoir son droit à un logement durable.

Les sinistrés n'ont toujours pas de sanitaires adéquats et leur accès aux services de base sont limités, tandis que l'insécurité et le déficit alimentaire sont leur lot quotidien, dénonce le service jésuite aux réfugiés et migrants (Sjrm).

Favorisées par le manque d'électricité dans les camps, une exploitation des femmes et des filles ainsi que la violence, accompagnant la distribution de l'aide humanitaire, sont signalées.

Des résidentes du camp de Tabarre Issa dans la Plaine du Cul-de-Sac (périphérie nord), auraient subi des agressions sexuelles de la part d'agents de la Mission des Nations-Unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah).

Dans les camps non-officiels, ignorés par les autorités et les organisations humanitaires, les habitants reçoivent peu d'aide ou pas du tout.

Le palais national, les immeubles des ministères ainsi que d'autres édifices publics, dans l'aire du Champ-de-Mars (principale place publique de Port-au-Prince, transformée en camps depuis le

séisme) ou ailleurs, et plusieurs immeubles privés fragilisés dans la zone métropolitaine de la capitale attendent d'être démolis.

Les quartiers d'affaires, moins fréquentés depuis la catastrophe, sont encore rayés de la carte commerciale par la forte présence de la boue, de la poussière, des flaques d'eau et des décombres provoqués par l'effondrement d'édifices commerciaux.

L'opération de démolition et de déblaiement, conduite notamment par le Conseil national des équipements (Cne) et des organisations non gouvernementales, n'a permis jusqu'à présent que le ramassage et l'évacuation d'un nombre insignifiant de décombres, reconnaissent les responsables chargés des travaux.

Seulement environ deux mille mètres cubes de déblais ont été retirés à Port-au-Prince, indique un ingénieur du Cne, attribuant la lenteur des opérations au manque de coordination dans la gestion des décombres.

Outre les 300,000 morts, l'effondrement de plusieurs milliers d'édifices commerciaux, publics et résidentiels a produit environ soixante millions de mètres cubes de déblais, selon des experts américains.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement affirme avoir entamé des séances de travail avec la participation de représentants de neuf camps établis dans l'aire du Champ de Mars, afin « d'évaluer les difficultés (...) et de créer un modèle qui puisse être reproduit ».

6 mois après le séisme, plusieurs personnalités, des organisations et institutions locales et étrangères ont été distinguées par le gouvernement pour le rôle de premier plan, qu'elles ont joué dans les jours qui ont suivi le tremblement de terre.

La question haïtienne est peut-être le seul thème sur lequel s'accordent les Etats-Unis d'Amérique, Cuba et le Venezuela, souligne l'envoyé spécial de l'Organisation des Nations Unies (Onu) et co-président de la commission interimaire de reconstruction d'Haïti (Cirh), William Jefferson (Bill) Clinton, qualifiant de « contribution importante » l'aide fournie par Cuba et le Venezuela à Haïti, suite à la catastrophe.

## >>> Pluies et abris durables : le défi de la relocalisation

Des défis, liés à la propriété de la terre, restent à franchir pour la relocalisation des personnes déplacées dans des abris permanents, 6 mois après le tremblement de terre, pendant lesquels seulement 3 777 (sur un total prévu de 125 000) abris transitionnels ont été construits.

Des inquiétudes planent par rapport aux précipitations, très régulières dans cette période cyclonique (qui s'étend du 1<sup>er</sup> juin au 30 novembre).

Des sinistrés, vivant sur des terrains privés, comme à Gressier (au sud de la capitale), se font expulser sans ménagement, tandis que la ruée vers la terre se poursuit dans des zones comme Croix des Bouquets (nord-est de Port-au-Prince) où la population a plus que doublé après le 12 janvier. La disponibilité des services de base n'a pourtant pas progressé dans le même sens.

6 personnes ont été blessées et environ 300 tentes ont été détruites, dans l'après-midi du lundi 12 juillet 2010, par des pluies accompagnées de vents violents, qui ont paniqué les 7 000 résidents (environ 1 300 familles) du camp Corail situé à une vingtaine de kilomètres au nord de Port-au-Prince.

## >>> Un mémorial pour les victimes

D'ici le 12 janvier 2011, des efforts seront consentis afin d'ériger un mémorial des victimes du séisme du 12 janvier 2010, devant servir de lieu de culte et de mémoire pour les générations futures, se propose un collectif d'une dizaine de personnes de différents secteurs qui appellent à la contribution ([memorialhaiti2010@gmail.com](mailto:memorialhaiti2010@gmail.com)) des citoyennes et citoyens pour la concrétisation de l'initiative.

## >>> La République Dominicaine membre de la Cirh

Le gouvernement haïtien a accepté la proposition d'intégrer la République Dominicaine au sein de la commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (Cirh), qui doit se réunir le jeudi 22 juillet prochain en vue de statuer sur une vingtaine de projets.

## >>> Patrimoine : sauver les biens culturels

Un centre de sauvetage des biens culturels a été mis en place par le gouvernement avec le soutien de l'institution américaine Smithsonian.

Le centre comprend un laboratoire de restauration des objets en trois dimensions, un laboratoire de restauration des documents et papiers et un laboratoire de restauration de peintures, auxquels

Au rythme actuel des travaux de déblaiement, dans 20 ans on sera encore en train de retirer des débris, s'inquiète un responsable du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'organisation des Nations Unies (Ocha).

Entre 60 % et 70 % des personnes déplacées n'étaient pas propriétaires de leurs anciens logements, estime Giovanni Cassani, qui dirige le « cluster Coordination et Management des camps ».

« Beaucoup reste à faire » pour créer des « conditions de vie décentes » et trouver des « solutions durables » aux problèmes vécus dans les 1 368 camps, répertoriés à travers la capitale et accueillant environ 1,7 million de personnes déplacées, selon les statistiques de l'Onu.

Le problème se présente plus ou moins de la même manière dans les autres zones touchées par le tremblement de terre, dont Jacmel (Sud-Est) et Léogâne (Ouest), où 90 % des sinistrés étaient des locataires.

En plus d'activités de sensibilisation, le 12 de chaque mois, le Collectif entend ériger un monument dans chacun des départements géographiques touchés, particulièrement dans la zone de l'épicentre du séisme.

Les initiateurs insistent sur l'importance du mémorial pour la mémoire collective en rappelant les tremblements de terre de 1770 à Port-au-Prince et de 1842 au Cap Haïtien, deux événements majeurs oubliés jusqu'au 12 janvier.

Sur les 5 milliards de dollars de dons sur trois ans, promis par les bailleurs de fonds internationaux, seulement 200 millions sont disponibles.

devrait être adjoint bientôt un laboratoire pour les objets multimédias.

Des experts étrangers ont déjà effectué des interventions sur plusieurs objets, dont le curriculum vitae militaire du président Alexandre Pétion (1806-1818) signé par Sonthonax, et des toiles de la Galerie Nader. Des fresques de l'église épiscopale Ste Trinité, détruites, sont également en voie d'être réhabilitées.

## COLLECTIF HAÏTI DE FRANCE

21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris

01 43 48 31 78

[www.collectif-haiti.fr](http://www.collectif-haiti.fr)

[infocom@collectif-haiti.fr](mailto:infocom@collectif-haiti.fr)

[contact@collectif-haiti.fr](mailto:contact@collectif-haiti.fr)

Adhésion : 20 € (individu)

50 € (association)

Abonnement : 15 € (mail)

40 € (envoi papier)

## FOKAL

143, Avenue Christophe

B.P. 2720, Port-au-Prince, Haïti, W.I.

(509) 224 1509 / (509) 224 5421 / (509) 224 1507

[www.fokal.org](http://www.fokal.org)



## ALTERPRESSE

Delmas 38, n° 8

Port-au-Prince, Haïti, HT6120

B.P.19211

(509) 22.49.94.93

22.49.94.92

25.16.69.27

[www.alterpresse.org](http://www.alterpresse.org)

[alterpresse@medialternatif.org](mailto:alterpresse@medialternatif.org)

**Alter** Presse

CCP 7028 72X

Chèque à l'ordre de Collectif Haïti de France